

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

HUITIÈME ANNÉE N° 772 DU 15 AU 17 MARS 2013

1801/2013 : 212^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

ÉDITION DU WEEK END

LA CITATION DE LA SEMAINE

« La liberté consiste moins à faire sa volonté qu'à ne pas être soumis à celle d'autrui ».

JEAN JACQUES ROUSSEAU



**AU CONGRÈS
LES CONSERVATEURS
SOCIALISTES
DISCUTENT
SUR LE SEXE
DES ANGES**

NOTRE CHRONIQUE HEBDOMADAIRE

LE DRAME PERSISTANT DES CONSERVATEURS DE L'ORDRE COLONIAL

Les conservateurs socialistes et libéraux , de gauche et de droite qui sont très majoritaires dans les instances mises en place par la France pour montrer la légitimité de leur occupation de notre pays étaient à nouveau réunis dans le cadre du congrès cette instance créée par les socialistes pour alimenter la machine à parler pour débattre. Etait présent VICTORIN LUREL qui curieusement cumule sa fonction de ministre et de conseiller régional .Débattre de quoi ? On a la peine à le savoir tant il fut comme à l'accoutumée brouillon . Ils ont parlé de l'évolution institutionnelle un mot décidément creux , de projet de société curieux de la part de ceux qui ne veulent pas de souveraineté et des articles 73 et 74 de la constitution française dont la légalité internationale est douteuse . Mais au delà de tous ces thèmes , ce qui apparaissait en filigrane, était la peur panique de la souveraineté guadeloupéenne et de l'indépendance afin que notre pays puisse participer à la formation d'un ensemble américain et caribéen puissant et protecteur des peuples qui le composent . Leur argument favori est de affirmer que si ils ont ce point de vue c'est les guadeloupéens n'en veulent pas. Mais que les conservateurs le veuillent ou non , rien n'effacera du conscient collectif des guadeloupéens l'idée qu'ils constituent une nation et un peuple qui tôt ou tard sera souverain. De plus il y a aussi des guadeloupéens et des guadeloupéennes qui veulent et militent pour une Guadeloupe guadeloupéenne et donc souveraine et indépendante . Ces derniers ne se laisseont pas étouffer par la propagande et les mensonges des conservateurs de l'ordre colonial . Ils continuerons de militer pour que l'on puisse appliquer à notre petit et valeureux pays le droit international de la décolonisation . Et puis , nous mettons au défi ces conservateurs d'organiser un référendum d'autodétermination pour que le peuple guadeloupéen souverain c'est à dire les guadeloupéens, non les français comme à l'accoutumée , puisse voter . Chiche .

C'EST LE MOMENT !

La France, le centre du système colonial une des planches de salut des conservateurs de l'ordre colonial va de plus en plus mal. D'une part , la presse nous informe de l'effondrement sans

précédent de la cote de popularité du président français Hollande. On est dans des étiages jamais vus avec une approbation de 31% seulement -sondage IPSOS/Le Point (-5 points). 28% des personnes interrogées émettent un jugement plutôt favorable et 3% seulement un jugement très favorable. En revanche , 64% (+5 points) ont un avis défavorable avec 35% plutôt défavorable et 29% très défavorable. Comme le fait remarquer IPSOS, on se situe au niveau record d'impopularité observé depuis la mise en place de l'enquête en janvier 1996. L'institut fait remarquer que ce qui est étrange, c'est une chute de popularité aussi prononcée à quelques mois de l'arrivée au pouvoir. D'ordinaire, les records d'impopularité des présidents ne sont enregistrés que quelques années après l'élection présidentielle. L'institut fait encore remarquer l'effondrement du soutien des sympathisants socialistes "signe que la confiance dans le Chef de l'état se dégrade de façon marquée dans son propre camp. A ceci , il convient d'ajouter l'effondrement de l'économie française et un endettement colossal que les dirigeants actuels ne pourront pas diminuer . Quand le pouvoir central est faible c'est le moment pour les nationalistes et patriotes d'enfoncer le clou en, dénonçant le système colonial , développant la conscience nationale et surtout en s'organisant car seule une organisation efficace prépare les combats et les victoires.

L'ANNÉE INTERNATIONALE DU QUINOA

Plante de l'année pour l'ONU, le quinoa est effectivement en train de faire le bonheur de son principal producteur, la Bolivie. Rendez-vous compte, le prix de la tonne se négociait à 3,80 euros dans les années 1970, contre 2 450 euros actuellement . On peut se demander ce qui a poussé les Nations unies à placer cette plante au cœur de sa politique de soutien à l'agriculture cette année. Cette plante a des qualités insoupçonnées. En creusant, on se rend vite compte que ses caractéristiques nutritives sont uniques. Pauvre en lipides, sans gluten, le quinoa est un aliment riche en protéine, de l'ordre de 16 à 18%. Pour l'ONU, c'est une arme de plus pour réduire les problèmes de dénutrition. C'est surtout une aubaine pour la Bolivie, qui est le premier exportateur au monde de quinoa, devant le Pérou. Le quinoa, pour les civilisations précolombiennes des Andes, avait une grande importance nutritionnelle. Il venait en deuxième position après la pomme de terre. Traditionnellement, les graines de quinoa sont torrifiées puis transformées en farine pour la fabrication du pain. Le quinoa peut également être cuit, ajouté aux soupes, consommé

comme une céréale, transformé en pâtes, et même fermenté pour produire une boisson similaire à la bière appelée chicha, la boisson traditionnelle des Andes. Aujourd'hui, le quinoa a trouvé ses marques dans la cuisine gastronomique et un rôle dans l'industrie pharmaceutique et d'autres industries. «Le quinoa est un don ancestral de la population andine», s'est félicité le Président Morales, en insistant sur le rôle déterminant des amérindiens, qui ont été les gardiens de cette culture pendant plus de 7 000 ans.

LA RÉDACTION



AFFAIRES NATIONALES

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ

0,2 % D' AUGMENTATION DES PRIX EN JANVIER 2013

Selon l'INSEE, au mois de janvier 2013, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe augmente de 0,2 %. Les postes alimentation et services contribuent largement à cette évolution. Le glissement sur un an (janvier 2013 par rapport à janvier 2012) est de + 2,1 %. Les prix de l'alimentation s'élèvent (+ 0,6 %). Les prix des produits frais et des autres produits alimentaires augmentent respectivement de 1,3 % et 0,4 %. L'indice des prix des produits manufacturés diminue de 0,8 %. Les prix de l'habillement et chaussures sont en baisse (- 5,1 %), conséquence de la période des soldes survenue au cours du mois de janvier. Les prix des produits de santé sont également en baisse (- 3,0 %). A l'inverse, les prix des « autres produits manufacturés » progressent (+ 0,4 %). Les prix de l'énergie sont stables ce mois-ci, mais ils augmentent de 4,6 % sur un an. Les prix des produits pétroliers diminuent de 0,7 % en janvier, avec une baisse des prix du gazole (- 2,7 %), partiellement compensée par l'augmentation du prix de la bouteille de gaz, qui passe de 23,04 à 23,48 euros. Les tarifs de l'électricité sont quant à eux à la hausse (+ 2,4 %). Tous les postes participent à cette évolution excepté les transports et communications (- 1,8 %). Augmentent également les loyers et services rattachés (+ 0,5 %), les services de santé (+ 0,3 %). Les

services d'hébergement enregistrent une forte hausse (+ 11,7 %), qui est saisonnière. Enfin, les services postaux (+ 3,0 %) et la redevance et abonnements télévision (+ 1,3 %) sont eux aussi orientés à la hausse.

LES RÉACTIONS

Comme de coutume elles sont peu nombreuses . Les conservateurs de l'ordre colonial préfèrent, dans leur congrès ou autre part ,chercher le sexe des anges au lieu de débattre des questions essentielles dont dépendent la vie de chacun d'entre nous .

Nous avons reçu de **LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE** le communiqué suivant suite à la diffusion de cette information :

« Les chiffres de l'INSEE, administration du système colonial, continue de laisser à désirer probablement parce que ces méthodes de collecte des prix ne sont pas adaptées à la petitesse de notre économie . Une réforme s'impose donc .

Malgré cette tendance à minorer les augmentations , les prix des aliments (3,1% sur un an) et de l'énergie (4,6%) et des transports (3,9%) restent très élevés notamment quand on les compare à ceux des prix des autres pays de la zone euro . Il s'agit d'un démenti des campagnes sur la lutte contre la vie chère voire des publicités des centres commerciaux.

La situation est d'autant plus grave que les salaires dont le SMIC ont des augmentations nettement plus faibles ce qui accentue la baisse du pouvoir d'achat .

Une autre politique des prix des s'impose fondée sur un strict contrôle ainsi qu'une nouvelle politique des salaires » .

EN 2012 LE MARCHÉ DU TRAVAIL A ÉVOLUÉ DANS LA CONTINUITÉ

En 2012, le marché du travail évolue dans la continuité d'avec 2011. La Demande d'Emploi en Fin de Mois (DEFM de catégorie A) augmente de 4,6%. Les seniors contribuent toujours majoritairement à la hausse (+15,2%), tandis que les jeunes voient leur nombre augmenter dans la moyenne (+4,7%). Seuls les 25-49 ans sont relativement épargnés (+1,4%). La demande d'emploi de longue durée (un an et plus) augmente dans la moyenne mais celle de très longue durée (deux ans et plus) augmente plus rapidement. 7 365 contrats aidés ont été signés en Guadeloupe en 2012. La grande majorité a été signée dans le secteur non

marchand. Le CUI-CAE (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi) est le premier contrat aidé signé en Guadeloupe.

PARUTION DES INFOS FINANCIÈRES

L'IEDOM a le plaisir de vous informer de la publication des « Évolutions monétaires de la Guadeloupe au 31 décembre 2012 », qui s'insère dans la nouvelle collection de publications de l'IEDOM, intitulée « Infos financières ». Cette collection couvrira plusieurs thématiques financières et bancaires et remplace le « Bulletin trimestriel et financier ». Au sein des « Infos financières », les « Évolutions monétaires » dressent un bilan du financement des agents économiques par le secteur bancaire, ainsi que des dépôts et placements détenus par les agents économiques.

SIDA : DES CAS DE GUÉRISON QUI REDONNENT ESPOIR

C'est une nouvelle qui va redonner un peu d'espoir aux malades atteints du Sida. Une fillette américaine et 14 adultes français sont parvenus à contrôler l'infection au VIH alors même qu'ils avaient arrêté leur traitement. Les médecins ne parlent pas encore de « guérison », mais restent très optimistes quant à ces 15 cas de "quasi-guérison". Ces patients ont été diagnostiqués à la fin des années 90 ou au début des années 2000. Suite à l'apparition de symptômes précoces (fièvres, symptômes grippaux), ces malades ont été mis sous antirétroviraux dans les 10 semaines qui ont suivi l'infection. C'est grâce à cette prise en charge précoce que ces patients contaminés ont réussi à contenir naturellement leur infection, sept ans et demi après avoir arrêté le traitement. Selon les chercheurs, le VIH infecte les cellules lentement et reste en état de « dormance ». C'est la séropositivité. Puis, après quelques années, le virus se réveille et commence à attaquer les cellules, notamment celles du système immunitaire, ce qui déclenche la maladie. Si le malade reçoit un traitement à base d'anticorps dès le début, la contamination peut être limitée à un nombre réduit de cellules. Ces résultats ont été publiés ce jeudi dans la revue américaine PloS Pathogenex.

LES CLEFS POUR CHOISIR UNE ECOLE APRES LE BAC

Les formations qui recrutent après le bac connaissent depuis vingt ans un essor considérable. L'offre demeure toutefois difficile à décrypter et nécessite quelques conseils d'orientation. Ingénieurs ou management ? En septembre dernier, 22% des étudiants ont fait leur rentrée dans le privé. Dans ce paysage, les écoles de management et d'ingénieurs sont légion. Ces formations ont en effet connu un formidable essor : leur nombre a progressé de plus de 170% en vingt ans (chiffres du ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche). Mais si les programmes post-classes préparatoires assurent de facto une garantie -au moins celle de la sélectivité -, ceux dont le cursus se déroule sur cinq ans après l'obtention du bac sont plus difficiles à évaluer. «Les écoles communiquent rarement avec l'appellation officielle du diplôme qu'elles délivrent mais avec leur marque commerciale», pointe-t-on à l'Onisep, en regrettant un brouillage marketing au détriment d'une clarté de l'offre. Une raison supplémentaire pour ne pas s'arrêter aux palmarès et à l'annuaire des anciens, avant de déboursier quelques dizaines de milliers d'euros. La reconnaissance de l'école par l'état est «un minimum pour que les boursiers conservent leurs droits», rappelle Béatrice Nerson, directrice adjointe de l'ESC Grenoble. L'Onisep a recensé près d'une quarantaine d'écoles de management post-bac délivrant un diplôme en cinq ans. Parmi celles-ci, dix ne sont pas reconnues par l'Etat et débouchent sur un diplôme «non visé» par le ministère de l'Education nationale ; neuf sont reconnues mais délivrent un diplôme non visé et dix-neuf sont reconnues et délivrent un diplôme visé. En 2011, Patrick Hetzel, alors directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle, sermonnait, dans un courrier, les directeurs d'établissement privé de commerce et de gestion, leur rappelant que l'appellation «master» obéissait à certaines règles et procédures et que son utilisation abusive constituait «une atteinte à l'ordre public (...)», passible d'une amende de 15.000 euros. La problématique est différente pour les écoles d'ingénieurs. Elles subissent toutes un audit pour décrocher une habilitation de la part de la Commission du titre d'ingénieur (CTI). En outre, «toutes les écoles qui délivrent un diplôme d'ingénieur, avec le grade de master, sont passées par les fourches caudines de la CDEFI», rappelle Jean-Michel Nicolle, représentant des écoles privées à la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs. En revanche, précise Pierre Aliphat, délégué général de la Conférence des grandes écoles, «en vendant une 'prépa intégrée', certaines de ces écoles d'ingénieurs font un abus de langage. Extrêmement rares sont celles qui préparent aux concours des grandes écoles». «Etre -ou ne pas être -membre de la Conférence des grandes écoles peut être en soi un critère». D'abord, seules les écoles menant vers le grade de master et un diplôme visé peuvent prétendre devenir membres. Ensuite, «les auditeurs de la CGE se penchent sur la sélectivité à l'entrée, la stratégie internationale de l'école, le corps professoral, l'insertion professionnelle des diplômés et la gouvernance», détaille le délégué général. Sur la cinquantaine d'écoles à cursus sur cinq ans, membres de la CGE, on ne compte que sept formations en management (EDC, EM Normandie, ESCE, Esdes Lyon, ESG, Essca, Ieseg). Deux écoles se sont récemment vu refuser leur appartenance à l'association. Par ailleurs, plusieurs ESC de province, membres de la CGE, proposent des «bachelors» en trois ans -une appellation non protégée, qui n'est de fait

pas concernée par la mention CGE mais qui permet de passer le concours pour intégrer le «programme grande école» de ces établissements, en admission parallèle. Queste ou Eur-Ace pour les ingénieurs ; Epas, Equis et/ou AACSB pour le management... En matière de labels internationaux, il faut apprivoiser les nuances sémantiques : être membre ne signifie pas forcément avoir décroché une accréditation, qui implique un audit des programmes et facilite les signatures de partenariat et les échanges internationaux. Toutes les écoles d'ingénieurs ne jouent pas le jeu : la mention «généraliste» peut servir à attirer les indécis. Pour identifier l'orientation et l'identité de l'école, Jean-Michel Nicolle conseille de «bien regarder les syllabus et les programmes des trois premières années». Par nature, une école privée n'est pas une école doctorale. En revanche, elle peut avoir passé un accord avec un établissement public qui en possède une. Pour Jean-Michel Nicolle, «les univers privé-public sont de moins en moins cloisonnés. Le degré de coopération avec une école publique peut constituer un élément d'appréciation». L'école est-elle capable d'accompagner l'étudiant pour aller suivre dans un établissement partenaire une spécialité qu'elle n'enseigne pas ? «La notion de parcours individualisé est essentielle», rappelle-t-on à l'ESC Grenoble.

LE GALAXY S 4 EST LANCÉ

Samsung montre ses muscles. Lors d'un grand show dans le plus pur style de Broadway, avec acteurs et orchestre, le coréen a dévoilé jeudi soir à New York, devant 3.000 personnes, son dernier-né, le Galaxy S4, son nouveau smartphone haut de gamme. Il pourra utiliser les réseaux de téléphonie mobile de troisième ou de quatrième génération (3G ou 4G LTE), et sera lancé dans 155 pays à partir d'avril. Aucune d'indication sur son prix n'a, pour l'instant, été donnée. D'emblée, le Galaxy S4 ressemble comme deux gouttes d'eau à son prédécesseur. L'écran, domaine d'excellence de Samsung, ne déçoit pas et est un peu plus grand - 5 pouces contre 4,8 pouces pour le Galaxy S3. le design est toujours épuré. Le téléphone est fin et léger -il pèse 130 grammes. Il est doté d'un appareil photo 13 megapixels. Quant aux capacités technologiques, elles sont au rendez-vous avec une batterie qui tient plus longtemps et un processeur plus puissant. Mais la vraie nouveauté réside dans le fait que Samsung a mis l'accent sur les usages. Le nouveau smartphone est doté d'une profusion de nouvelles fonctionnalités. Le Galaxy S4 se présente comme un facilitateur de la vie quotidienne. « Il est fait pour nous rendre la vie plus simple. Notre source d'inspiration, c'est la vraie vie quotidienne des gens », a déclaré J. K. Shin, le patron de la division mobile de Samsung. Le slogan publicitaire aux Etats-Unis est ainsi « Life companion». Quelques exemples : le nouveau smartphone de Samsung embarque un traducteur automatique de mails, SMS, et autres messages

en neuf langues (chinois, anglais, français, allemand...). La traduction fonctionne de façon écrite et parlée. « Il n'y a plus de barrière de langage », se sont exclamés les dirigeants du groupe. Autre fonctionnalité, l'utilisateur n'a plus besoin de toucher l'écran pour tourner une page ou lire un e-mail. Il suffit d'approcher la main ou le doigt à deux centimètres de l'écran pour cela. Samsung a baptisé cette fonction « Air gesture ». Ensuite, les pages web peuvent défiler sans toucher l'écran. Un simple petit mouvement de haut en bas avec la main qui tient le téléphone suffit. Le smartphone détecte aussi l'attention de l'utilisateur. Si ce dernier visionne une vidéo, celle-ci s'arrête automatiquement quand l'utilisateur ne la regarde plus et repart dès que le regard se pose de nouveau sur l'écran du Galaxy S4. Le service de cloud de Samsung, Homesync, est aussi intégré au smartphone. Enfin, grâce à un lecteur optique, lorsque l'utilisateur approche le téléphone d'une carte de visite les coordonnées de ce contact rentrent automatiquement dans le carnet d'adresse. Avec ce nouveau modèle, Samsung accélère donc dans les fonctions et ne met plus l'accent que sur la technologie. Le virage a été amorcé il y a plus d'un an, lors du développement du précédent modèle de Galaxy. En suivant cette stratégie, le groupe asiatique marche sur les plates-bandes d'Apple, dont les produits sont réputés faciles à utiliser. Et la concurrence sur ce terrain se fait féroce : depuis janvier dernier, HTC et Sony, notamment, ont présenté des smartphones haut de gamme performants, équipés d'Android. La seule façon pour Samsung de se différencier est aujourd'hui de mettre en avant les usages permis par son Galaxy S4. Mais pour Jan Dawson, du cabinet Ovum, Samsung et Apple -dont l'iPhone 5 a déçu à l'automne 2012 -font face au même défi : « comment améliorer les smartphones un an après le précédent modèle quand celui-ci était déjà au sommet ? » Certains jugeront ainsi que, désormais, les avancées des nouvelles générations de smartphones s'apparentent à des gadgets. Pour cet expert, « il y a beaucoup de nouvelles fonctionnalités dans ce téléphone, mais vu les expériences passées, la plupart des gens ne trouveront même pas comment s'en servir ». La prochaine révolution sera plus probablement les écrans flexibles, d'ici la fin de l'année ou le début de l'année prochaine, qui permettront aux smartphones d'avoir de nouvelles formes.

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

PLUS D' UN MILLION DE MORT PAR AN DANS LE MONDE

Si rien n'est fait, les accidents de la circulation seront dans vingt ans la cinquième cause de décès dans le monde, devant le sida et la tuberculose. Ils sont actuellement au huitième rang: en 2010, 1,24 million de personnes ont péri sur la route. Parmi elles, près de 60 % avaient entre 15 et 44 ans. Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a dévoilé jeudi son rapport sur la sécurité routière, «une volonté politique doit s'affirmer au plus haut niveau pour garantir une législation sur la sécurité routière adaptée et respectée par tous». L'adoption, en mars 2010 par les Nations unies, d'un plan mondial destiné à sauver 5 millions de vies en dix ans tarde à donner des résultats. Globalement, la mortalité s'est stabilisée depuis 2007, date du dernier rapport de l'OMS, alors que le nombre de voitures sur terre a augmenté. Si 88 États sont parvenus à diminuer les décès, 87 autres les ont vu augmenter dans des proportions parfois préoccupantes. C'est sur le continent africain que le risque de mourir dans un accident est le plus important et en Europe qu'il est le plus bas. Les pays les plus sûrs du monde sont la Suède, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. «Les États à revenu intermédiaire enregistrent chaque année le taux de mortalité le plus élevé au monde», précise le rapport 2013. On y recense 80 % des morts, mais seulement la moitié des voitures immatriculées dans le monde. Certains groupes d'usagers sont plus vulnérables. Les jeunes et les hommes sont ainsi les principales victimes de la circulation. Plus d'un quart des tués sont des piétons ou des cyclistes, ce qui, selon le Dr Étienne Krug, responsable de la prévention des traumatismes à l'OMS, «reflète le manque de protection accordée à ces usagers par les pouvoirs publics, ces derniers ayant privilégié depuis des décennies le tout-automobile». 23 % des morts sont des motocyclistes. Il existe pourtant des mesures ciblant les principaux facteurs de risques qui permettent de réduire le nombre de traumatismes. Certains pays européens, comme le Royaume-Uni ou la France, en ont fait l'expérience. Or seuls 28 pays, représentant 7 % de la population mondiale, ont adopté une législation complète encadrant la conduite en état d'ivresse, la vitesse, le port du casque, la ceinture de sécurité et les sièges pour enfants. Dans le détail, 59 pays (39 % de la population) ont limité la vitesse à 50 km/h en ville. 89 pays (66 % de la population) ont fixé un seuil l'alcoolémie à

0,05 g/dl ou moins. Étienne Krug déplore une certaine forme de «fatalisme»: «Certains États considèrent encore que la mortalité routière est le prix à payer pour leur développement. D'autres redoutent de prendre des mesures impopulaires». Circonstance aggravante, la plupart des pays, même certains de ceux où les routes sont les plus sûres, indiquent que leur législation est mal appliquée. Dans son rapport, où sont présentés les résultats pays par pays, l'OMS émet donc une série de recommandations. Parmi elles, adopter les stratégies qui ont fait leurs preuves, faire respecter la loi en sensibilisant les populations ou encore rendre les infrastructures routières plus sûres pour les cyclistes et les piétons.

LE RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN EN 2013

Le Rapport sur le développement humain 2013, « L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié », examine le changement profond de la dynamique mondiale guidée par les puissances rapidement émergentes du monde en développement et les conséquences importantes de ce phénomène pour le développement humain. Le rapport identifie plus de 40 pays dont les progrès en matière de développement humain au cours des dernières décennies ont été plus rapides que prévu et se sont intensifiés durant les dix dernières années. Le rapport analyse les causes et conséquences des réalisations de ces pays ainsi que leurs défis actuels et futurs. Chacun de ces pays a son histoire et a choisi sa propre voie sur le chemin du développement. Pourtant, ils partagent des caractéristiques importantes et font face à des défis souvent similaires. Ils sont aussi de plus en plus interreliés et interdépendants. Le Rapport appelle à une meilleure représentation du Sud dans les systèmes de gouvernance mondiale et indique de possibles sources de financement nouvelles au sein des pays du sud pour acquérir des biens publics essentiels. Équipé de nouvelles données analytiques et de proposition claires pour des réformes des politiques, le Rapport aide à trouver des solutions pour que les peuples de toutes les régions puissent relever des défis communs en travaillant ensemble, de manière équitable et efficace.

À retenir

- Aujourd'hui, les pays du Sud dans leur ensemble fournissent près de la moitié de la production mondiale, contre un tiers en 1990
- L'Amérique latine, inversement aux tendances globales, a vu chuter ses inégalités de revenu depuis 2000
- Il existe une corrélation positive entre les investissements publics antérieurs dans des infrastructures sociales et physiques et les progrès

réalisés dans l'indice de développement humain

• Les pays en développement entretiennent davantage de relations commerciales entre eux qu'avec les pays du Nord, et cette tendance pourrait s'accroître

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

DES LEADERS RELIGIEUX ET POLITIQUES CARIBÉENS ADRESSENT DES MESSAGES DE FÉLICITATIONS AU NOUVEAU PAPE

Des leaders religieux et politiques de la Caraïbe ont adressé des messages au nouveau Pape François et ont fait des vœux pour qu'il puisse contribuer à l'élimination de la pauvreté et des inégalités dans la région :

L'évêque guyanais, Francis Alyn, a signalé que l'ex archevêque de l'Argentine, Jorge Mario Bergoglio, élu au terme de la 5^e mise au vote au conclave, est le premier Latino-américain à être élu Souverain Pontife, ce qui remplit de joie les fidèles de la région.

Pour sa part le Premier ministre d'Antigua et Barbuda, Baldwin Spencer a déclaré quant à lui que le pape devra faire preuve de sagesse pour promouvoir la paix et la bonne volonté parmi les peuples de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Le Président de la République d'Haïti, Michel Martelly, adresse ses plus vives félicitations au nouveau Pape François, pour son élection à la tête de l'Église catholique. Le Président Martelly, au nom du Gouvernement et du peuple haïtiens, réaffirme son engagement à maintenir et à consolider les relations cordiales qui ont toujours caractérisé la République d'Haïti et la Cité du Vatican. Le Président de la République croit fermement que l'entrée en fonction du Pape François va permettre de raffermir les liens de coopération existant entre Haïti et le Vatican.

En Guadeloupe , LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE présente au pape ses plus vives félicitations . Elle souhaite que François 1er bénisse la Guadeloupe et mette tout en œuvre pour promouvoir la paix , le respect des droits de l'homme et la décolonisations des pays qui sont encore colonisés.

MORALES À PARIS

Le président de la Bolivie, qui a marché plusieurs kilomètres à Caracas, pour accompagner le cercueil de son cher ami Hugo Chávez, vient de dire à Paris une grande vérité : les changements en Amérique Latine sont imparables. Avec la sagesse et la fermeté qui le caractérisent, le leader bolivien a déclaré à la Maison de l'Amérique Latine à Paris et en présence d'un public nombreux, que le décès d'Hugo Chavez a laissé un grand vide, mais qu'il avait confiance dans les peuples pour poursuivre la marche vers la seconde et définitive indépendance de Notre Amérique. Le président bolivien dont les propos sont toujours transparents et crédibles a mis en exergue le niveau élevé de conscience de nos peuples pour aboutir à ce que l'Amérique Latine et les Caraïbes soient des régions sans bases militaires étrangères, avec égalité et souveraineté sur leurs ressources naturelles. Evo Morales a déclaré que si les gouvernements de Notre Amérique utilisent correctement leurs richesses, la Bolivie et les autres nations de la région, auront un avenir prometteur, plein d'espoir. Les gouvernements du Venezuela, de l'Equateur, de la Bolivie, du Nicaragua, de l'Argentine, de l'Uruguay, du Brésil, entre autres l'ont prouvé ainsi. Ils sont les continuateurs de la Révolution cubaine, qui en 1959 a ouvert le chemin vers la seconde et définitive indépendance et qui fait face avec dignité à des blocus et à des agressions des gouvernements étasuniens. La mort d'un leader extraordinaire comme Hugo Chávez, qui a tant fait pour la véritable intégration et indépendance de Nôtre Amérique, ne va pas freiner la marche victorieuse des peuples de notre région. Hugo Chavez a semé dans son peuple des graines qui ont germé pour garantir la continuité de la Révolution bolivarienne. Les enfants légitimes d'Hugo Chávez ont non seulement l'appui de la grande majorité des Vénézuéliens, mais aussi de la solidarité d'autres peuples de l'Amérique qui accompagnent le processus de réaffirmation révolutionnaire dans la patrie de Simón Bolívar. Dressant le bilan des 7 ans de son gouvernement, Evo Morales a eu raison de dire, dans la capitale française, que la Bolivie a obtenu de notables transformations sociales, a récupéré la souveraineté économique et financière, a récupéré la confiance de la communauté internationale et l'a fait dans le cadre de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique, créée par Cuba et le Venezuela et avec l'accompagnement d'autres organisations régionales comme le Mercosur, l'UNASUR, la CELAC, la communauté des États latino-américains et caribéens.

LA NOUVELLE DIRECTION CHINOISE S' INSTALLE

Li Keqiang, 57 ans, a été élu officiellement vendredi Premier ministre de la Chine, le parlement élevant au poste de responsable de l'économie de la deuxième puissance mondiale un homme d'appareil qui devra relancer une croissance qui marque le pas. Près de 3.000 délégués s'étaient rassemblés dans le Palais de l'assemblée du peuple vendredi pour entériner la nomination de Li Keqiang, 57 ans, qui était vice-Premier ministre depuis 2008. Il remplace, comme prévu, le Premier ministre sortant, Wen Jiabao. Le parlement étant chargé d'entériner les décisions du Parti communiste chinois (PCC), la nomination du nouveau chef du gouvernement, chargé tout particulièrement de superviser l'économie, s'est faite à la quasi-unanimité. Sa candidature n'a suscité que trois voix contre et six absentions. Li Keqiang s'est ensuite levé et a serré la main du numéro un chinois, Xi Jinping, élu la veille à la présidence de la république par la même assemblée, sous les applaudissements des délégués. Wen Jiabao, très souriant, s'est dirigé vers son successeur, lui a serré la main et a échangé quelques mots avec lui. Ancien gouverneur de la province du Henan et ex-secrétaire du PCC pour la province du Liaoning, Li Keqiang va devoir s'attaquer au problème de la fracture économique et sociale qui déchire la Chine. Il devrait aussi réorienter l'économie, trop dépendante de l'investissement, vers la consommation. Plus qu'aucun autre dirigeant du PCC, Li Keqiang a été plongé dans l'agitation de la décennie de réformes lancée sous Deng Xiaoping à l'aube des années 80 et qui s'est terminée dans la répression sanglante de milliers de civils par l'armée le 4 juin 1989 place Tiananmen. Quand il était étudiant à l'université de Pékin, Li Keqiang s'était lié d'amitié avec certains des plus chauds partisans de la démocratie. Il a eu pour ami des militants qui ont dû s'exiler après la répression de juin 1989. "Il comprend mieux comment pensent les occidentaux", dit-on de source proche de la politique étrangère de la Chine. Diplômé en droit et docteur en économie, Li Keqiang, qui parle anglais, prend la direction d'une économie dont la croissance a ralenti l'an dernier pour tomber à son niveau le plus faible depuis 13 ans, à 7,8%, un rythme que lui envient tout de même les autres grandes puissances économiques. Des analystes ont pu décrire les années Wen Jiabao comme une décennie perdue durant laquelle l'économie a ralenti. Li Keqiang avec Xi Jinping, va devoir s'atteler à stabiliser le marché immobilier dont les prix dans les grandes villes ont été multiplié par dix durant la dernière décennie.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Dans la Caraïbe :

En Jamaïque , L'indice JSE Select a reculé de 35,77 points (1,65%) pour clôturer à 2,131.12 ; La JSE All composite jamaïcain a diminué de 1,142.77 points (1,44%) pour clôturer à 78,054.12 ; La Croix JSE est resté à 848,98. Le volume du marché s'élève à 3.378.286 unités évaluées à plus de \$ 22.744.989.

A Trinidad, l'activité sur le marché First Tier enregistré un volume de 152.445 parts d'une valeur de \$ 2,435,138.31.

En Amérique du sud :

Au Brésil , l'indice boursier, IBOV, Bovespa Brasil Sao Paulo Stock Exchange Index , a diminué de -0,72%.

ASIE

L'optimisme est de retour ce vendredi matin en Asie, où le nouveau record de Wall Street et l'arrivée du nouveau gouverneur de la Banque du Japon, ont redonné de l'élan aux investisseurs. A Tokyo, l'indice Nikkei a gagné 1,26% à la clôture, après la nomination officielle du nouveau gouverneur de la BoJ, Haruhiko Kuroda. De son côté, le Shanghai Composite reprend 1,2% en séance, Hong Kong gagne 0,5%, Sydney avance de 1,75% et Singapour grimpe de 0,7%. D'autres marchés de la région affichent toutefois de légères baisses malgré un démarrage dans le vert : -0,3% à Taiwan, -0,8% à Séoul et -0,2% à Bombay (indice BSE Sensex). Les investisseurs ont décidé d'oublier pour le moment leurs craintes concernant l'éclatement de la bulle immobilière en Chine pour se réjouir des signes croissants d'accélération de la reprise économique aux États-Unis, et les perspectives de relance économique et monétaire au Japon. Ainsi, Haruhiko Kuroda, partisan d'une politique monétaire ultra-accommodante, a désormais été confirmé au poste de gouverneur de la BoJ par les deux chambres du parlement nippon.

ÉTATS UNIS

Miné par une salve d'indicateurs économiques mitigés aux Etats-Unis, l'indice vedette de la Bourse de New York, le Dow Jones, a mis fin vendredi à sa série de huit records historiques d'affilée en terminant en baisse de 0,17%. Selon des résultats définitifs,

l'indice Dow Jones Industrial Average a reculé de 25,03 points, à 14.514,11 points, après avoir signé la veille son huitième sommet historique consécutif. Il avait aussi clôturé en hausse pour la dixième séance d'affilée, une première depuis 1996. Le Nasdaq, à dominante technologique, a perdu 0,30% ou 9,86 points, pour terminer à 3.249,07 points. L'indice élargi Standard and Poor's 500, qui avait aussi jeudi frôlé son propre record (1.565,15 points), a baissé de 0,16% (-2,53 points) à 1.560,70 points. Les investisseurs ont été d'autant plus enclins à se retirer du marché que les données économiques sur l'économie américaine diffusées dans la journée n'étaient pas flamboyantes. L'annonce d'une chute du moral des ménages en mars à son niveau le plus faible depuis décembre 2011 a en particulier pesé sur les indices. Et si les autorités américaines ont fait état d'un rebond plus fort que prévu de la production industrielle des Etats-Unis en février (+0,7%), ce chiffre a été relativisé par le léger ralentissement de l'activité manufacturière de la région de New York en mars. Les prix à la consommation aux Etats-Unis ont de leur côté connu en février leur hausse la plus forte en plus de trois ans et demi sous l'effet de la remontée des cours du pétrole, progressant de 0,7% par rapport à janvier. Mais "en enlevant les prix de l'alimentation et de l'énergie, la hausse n'est que de 0,20%", a remarqué Fred Dickson, de DA Davidson.

EUROPE

Les Bourses européennes ont accentué leurs pertes vendredi, les chiffres décevants de la confiance des consommateurs américains ayant poussé les investisseurs à enregistrer des prises de bénéfices. À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 0,71% (27,55 points) à 3.844,03 points. Le Footsie britannique a perdu 0,61% et le Dax allemand 0,19%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 a clôturé en baisse de 0,69%. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice parisien est resté stable (+0,1%). L'arrivée à expiration des contrats futures et d'options mensuels et trimestriels a pu également jouer sur la volatilité des marchés. Après les bons chiffres du marché du travail américain publiés jeudi, la production industrielle a augmenté plus qu'attendu aux Etats-Unis en février, ce qui témoigne de la dynamique retrouvée par l'économie américaine depuis le début de l'année. Toutefois, ces chiffres encourageants ont été contrebalancés par l'annonce de la détérioration de la confiance du consommateur en mars aux Etats-Unis, revenant à son plus bas niveau depuis décembre 2011, en raison de la méfiance à l'égard de la politique économique nationale.

CHANGE

L'euro restait en hausse face au dollar vendredi, finissant la semaine dans un marché calme qui digérait les conclusions d'un sommet de deux jours des dirigeants européens à Bruxelles avant de se tourner vers la banque centrale américaine (Fed) mardi et mercredi. Vers 21H00 GMT, l'euro valait 1,3075 dollar contre 1,3003 dollar jeudi à 21H00 GMT. La monnaie unique européenne baissait face à la monnaie nippone, à 124,61 yens contre 124,91 yens jeudi soir. Le dollar reculait face à la monnaie japonaise, à 95,26 yens contre 96,08 yens la veille. "L'euro a poursuivi (vendredi) la remontée entamée la veille alors que le dollar faisait l'objet d'un mouvement de correction", la publication d'une salve d'indicateurs américains de bonne tenue ces derniers jours "n'y changeant pas grand chose", a noté Marc Chandler, de Brown Brothers Harriman. Les investisseurs digéraient également les conclusions d'un sommet européen consacré notamment au dosage entre austérité et croissance. Vers 21H00 GMT, la livre britannique baissait face à la monnaie unique européenne, à 86,51 pence

pour un euro, mais montait plus nettement face au billet vert, à 1,5129 dollar. La devise helvétique progressait face à l'euro, à 1,2268 franc suisse pour un euro, comme face au billet vert, à 0,9377 franc pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,2170 yuans pour un dollar contre 6,2159 yuans jeudi soir.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du pétrole progressaient vendredi en fin d'échanges européens, portés par un accès de faiblesse du dollar et des inquiétudes persistantes sur la demande mondiale d'or noir, et aidé par le net rebond en février de la production industrielle aux États-Unis. Vers 17H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai (devenu vendredi le contrat de référence) valait 109,90 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 94 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en avril prenait 45 cents à 93,48 dollars. La légère dépréciation du dollar "a ouvert la voie à un rebond des prix du brut", notait Tamas Varga, analyste de PVM. Le billet vert s'était nettement apprécié depuis la publication vendredi dernier de chiffres de l'emploi aux États-Unis pour février bien meilleurs que prévu. L'appréciation du billet vert renchérit les achats de brut, libellés en dollar, pour les investisseurs munis d'autres devises. Depuis jeudi, et un plus haut en trois mois du dollar face à l'euro, les investisseurs engrangeaient quelques bénéfices sur le billet vert.

Prix des carburants en France

SP98	SP95	E10	Gas +	Gas	E85	GPL
1.646 €	1.585 €	1.582 €	1.493 €	1.420 €	0.912 €	0.848 €

Prix des carburants en Guadeloupe

Sans plomb 98	Gasoil
1,56€	1.48 €

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

**LA GUADELOUPE VAUT MIEUX
QUE LES DÈBATS HOULEUX DU CONGRÈS :
REJOIGNER
LA CONVENTION POUR
UNE GADELOUPE NOUVELLE
AFIN DE CONSTRUIRE UN PAYS LIBRE
CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE**



MANAGEMENT ET DROIT

BIEN NÉGOCIER SON DÉPART DE L'ENTREPRISE

La rupture conventionnelle est un mode autonome de rupture du contrat de travail. Chacune des parties y trouve son compte. Par exemple, l'employeur sera dispensé des obligations inhérentes au licenciement (délais, procédures, préavis...) ; quant au salarié, une rupture conventionnelle lui sera plus favorable qu'une démission, car il percevra des indemnités à l'occasion de l'accord et sera éligible au chômage. En outre, à l'inverse de la transaction, la rupture conventionnelle laisse ouverte, le cas échéant, la possibilité d'un contentieux relatif aux heures supplémentaires, à la rémunération, à la discrimination, au harcèlement... La transaction a pour objet de « terminer une contestation née » ou de prévenir « une contestation à naître » résultant de la rupture (art. 2044 du Code civil). Il en résulte que la transaction succède à la rupture déjà intervenue, dont elle règle, le cas échéant, les difficultés d'exécution par des concessions mutuelles. Une fois signée, elle ne peut pas être remise en cause, sauf si ses conditions de validité n'ont pas été respectées, ou si le consentement du salarié a été vicié.

Transaction ou rupture conventionnelle : des règles de défiscalisation encore très favorables en 2013 !

La limite d'exonération de cotisations sociales est désormais égale à 2 fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale (PASS), soit 74.064 euros en 2013. Ainsi, le montant perçu au titre des indemnités de rupture ne pourra être exonéré de cotisations sociales, dans la limite de 74.064 euros en 2013. En tout état de cause, le montant de cette exonération de cotisations sociales qui ne pourra excéder de manière générale la limite de 74.064 euros exposée ci-dessus, ne pourra être égal qu'au plus élevé des trois montants suivants :

◆ Le montant de l'indemnité de licenciement (ou de mise à la retraite) prévu par la convention collective, par l'accord professionnel ou interprofessionnel ou à défaut par la loi ;

◆ Deux fois le montant de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié l'année civile précédant la rupture ;

◆ 50% du montant total de l'indemnité versée.

Concernant la CSG et la CRDS, de manière générale, les indemnités sont exonérées dans la limite du montant de l'indemnité de licenciement (ou de mise à la retraite) prévu par la convention collective de branche, l'accord professionnel ou interprofessionnel ou par la loi. Toutefois, la fraction assujettie à CSG/CRDS ne peut être inférieure à celle assujettie à cotisations sociales. D'un point de vue fiscal, les indemnités de licenciement (soit la somme des indemnités de licenciement légale ou conventionnelle et supra légale) sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite du plus élevé des 3 montants suivants :

◆ Montant de l'indemnité légale ou conventionnelle ;

2 fois le montant de la rémunération brute annuelle perçue l'année précédant le licenciement, dans la limite de 6 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale, soit 222.192 € pour les indemnités encaissées en 2012 ;

50 % du montant de l'indemnité perçue dans la même limite de 222.192 € pour les indemnités encaissées en 2012.

Autres nouveautés : forfait social pour les ruptures conventionnelles et les limites aux parachutes dorés

◆ Forfait social pour les ruptures conventionnelles depuis le 1er janvier 2013. Depuis le 1er janvier 2013, les indemnités versées à l'occasion de ruptures conventionnelles homologuées à des salariés n'ayant pas atteint l'âge pour faire liquider leur pension de retraite de base sont soumises au forfait social. Il est applicable aux indemnités de rupture conventionnelle pour la part exclue de CSG (les indemnités de licenciement et autres indemnités de rupture restent exclues du champ d'application de ce forfait). Le taux du forfait social est fixé à 20% pour 2013.

◆ Des limites aux « parachutes dorés » supérieurs à 363.720 euros. Depuis le 1er septembre 2012, les « parachutes dorés » sont soumis à cotisations sociales et à CSG et CRDS à partir de 363.720 euros (contre 1 million d'euros auparavant), et ce dès le premier euro. Ils restent exonérés d'impôts sur le revenu, dans la limite maximale de 222.192 euros.

Pour apprécier si le montant des 363.720 euros est atteint, il est fait masse des indemnités liées à la rupture du contrat de travail et à la

cessation forcée des fonctions de mandataire social, versées dans la même entreprise ou dans les sociétés d'un même groupe. Malgré tout, la négociation de départ de l'entreprise a encore de beaux jours devant elle, tant que les avantages fiscaux subsisteront.

PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %. Loyer commerciaux

Au 2e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux augmente de 0,6% à 107,65 points et de 3,1% sur un an.

Coût de la construction

Au 2e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction baisse de 3% sur un trimestre, à 1 666 points, et augmente de 4,6% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand (2 690)

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 574

DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 (5 126 ménage et 3 362 administration)

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

PRIX

JANVIER 2013 : 2,1insee guadeloupe % SUR UN AN

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN SEPTEMBRE 2012 : 65 470

OFFRE D'EMPLOI EN SEPTEMBRE 2012 :690

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
<http://www36.jimdo.com/app/s060009c26218383e/p0f5a47fdd2282739/>

FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ; Agence de presse :

Média info

Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire

LA NATION

LE REGARD DES GUADELOUPÉENS

SUR LA GUADELOUPE

ET

SUR LE MONDE